

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES PRINCIPAUX SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	5
SOMMAIRE	9
INTRODUCTION.....	11
I. IDENTIFICATION DU CHAMP DE L'ÉTUDE.....	16
II. IDENTIFICATION DE L'OBJET D'ÉTUDE.....	19
A. <i>La nature de l'interprétation conforme</i>	19
B. <i>La diffusion de l'interprétation conforme</i>	24
1. <i>De l'interprétation conforme interne à l'interprétation conforme externe</i>	25
2. <i>L'absence de subordination de l'interprétation conforme à son effet direct</i>	28
3. <i>L'étendue de la compétence interprétative de la Cour de justice</i>	30
III. EXPOSÉ DE L'INTÉRÊT ET DE L'IDÉE GÉNÉRALE DE LA RECHERCHE.....	33
A. <i>Les carences des autres modalités de mise en œuvre du droit international</i>	34
B. <i>L'interprétation conforme, instrument du développement d'une relation symbiotique entre le droit international et le droit de l'Union</i>	37
IV. MÉTHODOLOGIE EMPLOYÉE.....	41
V. EXPOSÉ DU PLAN.....	45
CHAPITRE 1. – L'OBLIGATION D'INTERPRÉTATION CONFORME AU DROIT INTERNATIONAL.....	47
I. LES FONDEMENTS DE L'OBLIGATION D'INTERPRÉTATION CONFORME.....	49
A. <i>Les obligations issues du droit international général</i>	50
1. <i>L'identification nécessaire d'un fondement juridique de l'interprétation conforme</i>	51
2. <i>Un fondement en principe puisé dans l'immédiateté du droit coutumier</i>	54

3. <i>Un fondement ponctuellement puisé dans l'interprétation systématique des traités</i>	58
4. <i>Un fondement constitutionnel à dynamiser</i>	61
B. <i>Les obligations issues des accords conclus par l'Union européenne</i>	63
1. <i>L'absence originelle de fondement constitutionnel</i>	64
a. <i>Un lien de mise en œuvre longtemps exigé</i>	64
b. <i>L'abandon de l'exigence du lien de mise en œuvre</i>	67
2. <i>Le fondement actuel : la primauté des accords conclus par l'Union européenne</i>	69
a. <i>La mutation du fondement de l'interprétation conforme</i>	69
b. <i>Les conséquences de la mutation sur le champ d'intervention de l'interprétation conforme</i>	75
c. <i>Un fondement hybride pour les décisions des juridictions internationales établies par des accords conclus par l'Union ...</i>	79
d. <i>Un fondement différencié pour les accords d'association</i>	80
C. <i>Les obligations issues des accords conclus par les seuls États membres</i>	83
1. <i>Les renvois intertextuels</i>	84
a. <i>Le renvoi in abstracto</i>	84
b. <i>Le renvoi ut singuli</i>	87
i) <i>La protection des droits fondamentaux</i>	88
ii) <i>Le droit d'asile</i>	90
iii) <i>Le droit de l'environnement</i>	92
iv) <i>Le droit pénal</i>	92
v) <i>Le droit du travail</i>	93
vi) <i>Le droit de la propriété intellectuelle</i>	94
2. <i>Le principe de coopération loyale</i>	96
II. LES LIMITES À L'OBLIGATION D'INTERPRÉTATION CONFORME.....	102
A. <i>L'admission ponctuelle de l'influence du droit international sur l'interprétation du droit primaire de l'Union</i>	103
B. <i>L'autonomie d'interprétation comme fondement de la résistance à l'influence interprétative des juridictions internationales</i>	107
1. <i>La résistance à l'influence des juridictions internationales sur l'interprétation du droit interne de l'Union</i>	108

a. <i>Les juridictions internationales appliquant des normes internationales interférant avec le droit de l'Union européenne</i>	108
i) Les juridictions internationales appliquant formellement le droit de l'Union	109
ii) Les juridictions internationales appliquant des normes internationales intervenant dans le champ d'application du droit de l'Union européenne.....	110
b. <i>Les juridictions internationales appréciant la régularité du droit de l'Union</i>	114
2. <i>L'admission de l'influence des juridictions internationales sur l'interprétation du droit conventionnel</i>	119
3. <i>Le refus de l'interprétation du droit conventionnel à la lumière du droit de l'Union européenne</i>	123
C. <i>La prohibition de l'interprétation contra legem</i>	128
1. <i>Les fondements constitutionnels de l'interdiction</i>	130
2. <i>Les accords conclus par l'Union et la prohibition de l'interprétation contra legem</i>	133
3. <i>Les accords non conclus par l'Union et la prohibition de l'interprétation contra legem</i>	140
 CHAPITRE 2. – L'INTERNATIONALISATION DU CHAMP D'APPLICATION DU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE.....	143
I. L'INFLUENCE DU DROIT INTERNATIONAL SUR LE CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL DU DROIT DE L'UNION	146
A. <i>L'interprétation restrictive du champ d'application territorial des accords internationaux</i>	147
1. <i>L'inapplicabilité des accords conclus avec Israël dans les territoires occupés</i>	149
2. <i>L'inapplicabilité des accords conclus avec le Maroc au Sahara occidental</i>	151
a. <i>Le constat de l'inapplicabilité</i>	153
i) L'usage contestable de la notion de « territoire disputé » par le Tribunal.....	153
ii) La restriction du champ d'application territorial des accords liant l'Union au Maroc par la Cour de justice	155
b. <i>La sanction de l'application</i>	159
B. <i>L'interprétation extensive du champ d'application territorial du droit interne de l'Union</i>	165
1. <i>Le champ d'application territorial du droit primaire</i>	166

2. <i>Le champ d'application territorial du droit dérivé</i>	168
--------------------------------------------------------------------	-----

II. L'INFLUENCE DU DROIT INTERNATIONAL SUR LE CHAMP D'APPLICATION MATÉRIEL DU DROIT DE L'UNION.....	177
A. <i>Le champ d'application matériel du droit du commerce de marchandises</i>	178
1. <i>Le commerce intra-européen</i>	179
2. <i>Le commerce extérieur</i>	181
a. <i>Les positions tarifaires</i>	181
b. <i>La notion de restriction quantitative</i>	186
c. <i>Le perfectionnement actif et l'exonération de droit de douane</i>	188
d. <i>La détermination du prix de vente normal dans le marché de l'État exportateur</i>	191
e. <i>Les importations susceptibles d'être l'objet de mesures de sauvegarde</i>	194
B. <i>Le champ d'application matériel de la législation environnementale</i>	196
1. <i>Le droit matériel de l'environnement</i>	197
2. <i>Le droit procédural de l'environnement</i>	199
a. <i>Le champ d'application de l'interdiction des coûts prohibitifs</i>	200
b. <i>L'élargissement du champ des actes attaquables sur le fondement du droit de l'environnement</i>	202
C. <i>Le champ d'application matériel du droit européen de la propriété intellectuelle et des droits voisins</i>	207
1. <i>La copie de phonogramme</i>	208
2. <i>Le prêt, la distribution et la communication d'œuvres artistiques numérisées</i>	210
3. <i>La communication au public d'œuvres musicales</i>	213
4. <i>Les droits antérieurs et le droit de priorité</i>	216
D. <i>Le champ d'application matériel de la charte des droits fondamentaux</i>	221
1. <i>Le champ d'application du droit à la vie privée et familiale</i> ...	221
a. <i>L'inclusion du mariage homosexuel dans le champ d'application du droit à la vie familiale normale</i>	222

b. <i>L'inclusion des activités professionnelles dans le champ de la vie privée</i>	225
2. <i>Le champ de la liberté de religion</i>	227
3. <i>Le champ d'application de la liberté d'expression</i>	228
4. <i>Le champ d'application du droit de propriété</i>	229
III. <i>L'INFLUENCE DU DROIT INTERNATIONAL SUR LE CHAMP D'APPLICATION PERSONNEL DU DROIT DE L'UNION</i>	231
A. <i>L'influence du droit international général sur le champ d'application personnel du droit de l'Union</i>	231
1. <i>Le champ d'application personnel du droit de l'Union et le droit international des immunités et des relations diplomatiques</i>	232
2. <i>Le champ d'application personnel du droit de l'Union et le droit international de la mer</i>	236
3. <i>Le champ d'application personnel du droit de l'Union et le droit des relations interétatiques</i>	239
4. <i>Le champ d'application personnel du droit de l'Union et le droit de la responsabilité internationale</i>	242
B. <i>L'influence du droit conventionnel sur le champ d'application personnel du droit de l'Union</i>	244
1. <i>Les accords conclus par les seuls États membres</i>	245
a. <i>La convention de Genève comme source d'extension du champ des bénéficiaires du statut de réfugié</i>	246
b. <i>La convention de Genève comme source de restriction du champ d'application du statut de réfugié</i>	249
c. <i>L'interprétation autonome du champ des bénéficiaires du principe de non-refoulement</i>	253
2. <i>Les accords conclus par l'Union européenne</i>	256
a. <i>Le champ d'application personnel du droit au juge dans le domaine environnemental</i>	256
b. <i>Le champ d'application personnel des droits attachés au handicap</i>	259
3. <i>La combinaison des différentes sources du droit international</i>	263
a. <i>Le champ d'application de la notion d'« artiste » bénéficiaire d'un traitement juste et équitable</i>	264
b. <i>La condition de réciprocité et la restriction du champ des bénéficiaires d'un traitement juste et équitable</i>	270

IV. L'INFLUENCE DU DROIT INTERNATIONAL SUR LE CHAMP D'APPLICATION TEMPOREL DU DROIT DE L'UNION.....	274
A. <i>Le champ d'application temporel du droit primaire et des actes étatiques adoptés sur son fondement</i>	275
1. <i>Le champ d'application temporel du droit primaire</i>	275
2. <i>Le champ d'application temporel des actes étatiques adoptés sur le fondement du droit primaire</i>	277
B. <i>Le champ d'application temporel des accords internationaux</i>	279
1. <i>Le principe de bonne foi et l'application anticipée des accords internationaux</i>	280
2. <i>Le changement de circonstances et la suspension des accords internationaux</i>	281
V. SYNTHÈSE – L'EXTENSION DU CHAMP D'APPLICATION DU DROIT DE L'UNION ISSUE DE L'INTERPRÉTATION CONFORME	283
A. <i>L'extension du champ des titulaires des droits issus du droit de l'Union</i>	283
1. <i>La prédominance de l'extension du champ des titulaires de droits issus du droit de l'Union</i>	284
2. <i>La restriction ponctuelle du champ des titulaires de droits</i>	287
B. <i>La limitation déséquilibrée des obligations opposables aux tiers</i>	289
1. <i>La limitation des obligations opposables aux États et peuples tiers</i>	289
2. <i>La tolérance à l'égard de la création d'obligations à charge de personnes privées tierces</i>	292
C. <i>L'extension du champ d'application matériel du droit de l'Union</i>	294
1. <i>La prédominance de l'élargissement du champ d'application matériel du droit de l'Union</i>	295
2. <i>La restriction ponctuelle du champ d'application matériel du droit de l'Union</i>	298
 CHAPITRE 3. – L'INTERNATIONALISATION DU NIVEAU DE PROTECTION DES DROITS ISSUS DU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE.....	 301
I. L'INTERPRÉTATION DE LA PORTÉE DES DROITS ISSUS DU DROIT DE L'UNION CONFORME AU DROIT INTERNATIONAL.....	303

A. <i>L'influence du droit international sur le droit de séjour et les libertés de circulation</i>	304
1. <i>Le droit de séjour des personnes physiques</i>	306
a. <i>Le droit international, soutien du renforcement du droit de séjour des ressortissants nationaux</i>	307
i) <i>Le droit international général, source de justification du traitement privilégié des ressortissants nationaux</i>	308
α) <i>La justification internationale du traitement privilégié en matière d'expulsion</i>	308
β) <i>La justification internationale du traitement privilégié en matière d'établissement</i>	309
ii) <i>Le droit international général, source de dynamisation du droit de séjour dérivé des parents de citoyens européens</i>	310
b. <i>Le droit international, soutien de la marge d'appréciation des États membres en matière de droit de la nationalité</i>	313
i) <i>Les motifs de retrait de nationalité</i>	315
ii) <i>La légitimité des retraits (de promesse) de nationalité au regard du droit international</i>	316
iii) <i>La limitation de la marge d'appréciation des États membres par le principe de proportionnalité</i>	321
2. <i>La promotion du droit à la mobilité des personnes morales</i>	323
a. <i>L'allégation d'irrégularité de la loi hongroise relative à l'enseignement supérieur</i>	324
b. <i>L'interprétation de l'AGCS à la lumière de la jurisprudence de l'organe de règlement des différends</i>	325
B. <i>L'influence du droit international sur le niveau de protection des droits fondamentaux</i>	328
1. <i>Les traitements inhumains et dégradants</i>	331
a. <i>La divergence initiale</i>	333
b. <i>La convergence progressive</i>	336
i) <i>La convergence dans le contentieux du mandat d'arrêt européen</i>	338
ii) <i>La convergence dans le contentieux de la légalité des transferts « Dublin III »</i>	341
iii) <i>La convergence dans le contentieux de la légalité de l'éloignement des demandeurs d'asile vers des États tiers</i>	343
2. <i>Les libertés</i>	346
a. <i>Le droit à la liberté et à la sûreté</i>	346

i) Le recours à la privation de liberté du demandeur d'asile.....	348
a) La légalité des motifs de rétention prévus dans la directive « Conditions d'accueil ».....	348
b) La qualité et la mise en œuvre proportionnée de la loi nationale autorisant la privation de liberté	352
ii) Les conditions de la privation de liberté.....	353
a) Le placement de particuliers en établissement pénitentiaire à des fins d'expulsion	353
b) La durée de la privation de liberté.....	355
b. <i>Le droit à la vie privée et familiale</i>	358
i) Le droit à une vie familiale normale	359
ii) Le droit à la confidentialité des communications et informations personnelles.....	362
a) La collecte de données et informations personnelles par l'employeur	362
b) La collecte de données personnelles dans le cadre de procédures de redressement fiscal.....	364
c) Les systèmes de collecte généralisée de données personnelles	365
c. <i>La liberté de posséder (droit de propriété)</i>	368
i) Le contrôle des mesures restrictives	369
ii) La saisie de biens entretenant des liens avec un crime	371
iii) L'atteinte aux droits d'emphytéose.....	372
d. <i>Les droits intellectuels</i>	373
i) La liberté de religion	374
a) Une convergence relative au sujet des conditions de prohibition des signes ostentatoires.....	375
b) Une divergence possible au sujet du port de signes religieux non ostentatoires	378
c) Une influence méthodologique au sujet de l'abattage rituel	380
ii) La liberté d'expression	383
a) La communication publicitaire	383
b) Les libertés académiques	385
c) Liberté d'information et des médias	387
3. <i>Les droits procéduraux</i>	389
a. <i>La justice pénale</i>	391
i) Les droits procéduraux relatifs à l'organisation des poursuites pénales.....	392
a) Le principe de légalité des délits et des peines.....	392

• Le principe de légalité des délits et des peines et les prescriptions.....	392
• Le principe de légalité des délits et des peines et la clarté de la loi	398
β) La prohibition du <i>ne bis in idem</i>	399
• L'interprétation autonome de l'article 50 de la charte.....	399
• La convergence interprétative	402
i) La protection juridictionnelle effective.....	405
α) Le droit d'accès à un tribunal établi par la loi	405
β) Le droit d'être entendu pour défendre sa cause.....	411
γ) Le droit à l'assistance d'un avocat	416
b. <i>La justice civile et administrative</i>	418
i) Les coûts de procédure	418
ii) Les délais de procédure.....	421
4. <i>Les droits sociaux</i>	423
a. <i>Le droit aux congés payés</i>	423
b. <i>Les droits des travailleurs handicapés</i>	426
C. <i>L'influence du droit international sur le niveau de protection des droits des consommateurs</i>	429
1. <i>Les droits des passagers aériens</i>	431
a. <i>Le projet d'articles sur la responsabilité internationale de l'État et la notion de dommage</i>	432
b. <i>La soft law internationale et la notion d'« accident »</i>	433
2. <i>Le droit à l'information des consommateurs</i>	435
a. <i>L'identification du pays d'origine</i>	437
b. <i>L'identification du lieu d'origine</i>	438
D. <i>L'influence du droit international sur les droits liés à la navigation maritime</i>	440
1. <i>Le conflit entre le libre passage inoffensif et la protection de la vie humaine en mer</i>	441
2. <i>Le conflit entre le libre passage inoffensif et la prévention des pollutions maritimes</i>	447
II. LES EFFETS DE L'INTERPRÉTATION CONFORME SUR LE NIVEAU DE PROTECTION DES DROITS	451
A. <i>L'élévation régulière du niveau de protection des droits individuels</i>	454

1. <i>La dynamisation des libertés de circulation</i>	455
2. <i>L'élévation du niveau de protection des droits individuels</i>	457
B. <i>La limitation ponctuelle du niveau de protection des droits par l'interprétation conforme</i>	469
1. <i>La limitation des libertés de circulation</i>	469
2. <i>La limitation du niveau de protection des droits individuels</i>	473
C. <i>L'usage confirmatif de l'interprétation conforme</i>	479
D. <i>La raréfaction des déconnexions interprétatives</i>	483
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	495
ANNEXES.....	503